



FSU du Jura  
76 rue saint Désiré  
39000 Lons le Saunier

fsu39@fsu.fr

Communiqué de presse FSU  
Lons le Saunier le lundi 15 avril

Depuis plusieurs semaines les enseignants se mobilisent partout en France contre les réformes Blanquer (loi de la confiance, réforme du Lycée, projet de loi sur la fonction publique...). Ils étaient nombreux en grève et dans la rue les 19 mars, 30 mars et 4 avril pour demander le retrait de ces projets qui engagent un processus de mise en pièce de l'éducation nationale. Favoriser, développer le privé au détriment de l'école publique qui ne serait plus qu'une école bas de gamme pour ceux et celles qui n'auraient pas les moyens de se payer mieux.

Non content de rompre avec la volonté de faire réussir tous les élèves, d'élever le niveau de formation de la population, ce gouvernement et les députés de la république en marche tentent de faire taire les enseignants en oscillant entre autoritarisme, mépris et désinformation.

Mme Brulebois député LREM du Jura ne déroge pas à la règle.

Lors d'une manifestation au conseil départemental pour la défense de l'Ephad public "En Chaudon" de Lons, une délégation s'est rendue à la séance plénière du conseil départemental. Lors de cette séance, Mme Brulebois conseillère départementale du canton de Bletterans et députée de la 1ère circonscription du Jura a pris la parole en tant que représentante du groupe LREM et a déclaré que "l'école devait faire son mea culpa".

Selon elle, si le contexte social devient aussi violent (notamment avec la présence des Gilets jaunes et des extrémistes) c'est parce que l'école n'enseigne plus aux élèves le rôle des institutions. Si les gens ne comprennent pas comment fonctionne notre pays, c'est bien la faute de l'école !

Toute serait donc imputable à l'école et non pas aux politiques profondément inégalitaires du gouvernement qu'elle soutient ? Le chômage, la difficulté pour de nombreux salariés à boucler les fins de mois, c'est la faute de l'école ?

Non contente de s'en prendre à l'école Mme Brulebois s'en prend maintenant aux enseignants en colportant des affirmations mensongères.

En effet, une collègue, en conseil d'école, pour répondre à une question de parents d'élèves, a distribué le texte de loi émanant du ministère, sans émettre de commentaire. Sur son temps privé, en tant que citoyenne, elle a informé, débattu des dispositions de la loi Blanquer . Or elle se retrouve accusée par Mme Brulebois d'avoir pris position et distribué des tracts durant le conseil d'école qu'elle préside !!! Nous défendrons cette collègue jusqu'à ce que vérité soit rétablie et serons à ses côtés dans toutes les démarches qu'elle entreprendra.

Ce gouvernement et ses petits soldats sont prêts à tout pour faire taire les enseignants. C'est intolérable. Nous ne nous taisons pas Mme la députée et continuerons à nous battre pour une école qui permette à tous les enfants, en particulier ceux des classes populaires de réussir à l'école, de leur donner les outils de leur émancipation.

Nous sommes fiers de porter haut l'ambition de l'égalité.

Vous nous trouverez donc à nouveau dans la rue le 9 mai et au quotidien pour dénoncer cette loi « Blanquer » qui nous conduit tout droit à une école sur laquelle on veut calquer le fonctionnement de l'entreprise.